

CIBLE

Capitulards

Quel magnifique congrès ! Celui de la victoire électorale. Celui de la domination exercée sur la gauche plurielle. Celui du gouvernement sûr de lui, tant la droite est ébranlée.

Et cette unité (à 90 %) autour de François Hollande, le nouveau chef !

Et ces sondages, qui confirment le triomphe du ci-devant premier secrétaire !

Nous nous en voudrions de troubler le bonheur des socialistes si leur comportement était sans conséquences pour l'avenir de la nation. Or ils soutiennent le chef d'un gouvernement de capitulards.

Capitulation devant le diktat monétaire allemand en juin à Amsterdam. Capitulation devant les idéologues libéraux en novembre à Luxembourg. Capitulation devant les véritables exigences patronales puisque, sous l'enveloppe des 35 heures, nous trouverons la flexibilité, la pauvreté, et toujours plus de chômeurs. Et soumission volontaire aux logiques du marché qui conduisent à la liquidation du patrimoine industriel de la nation et à la prise de contrôle de groupes stratégiques par des étrangers.

Un jour où l'autre, Lionel Jospin paiera très cher ce bilan de faillite.

Europe sociale

Rien ne se fera !

Figure

**Paul
Ricoeur**

p. 9

Papon

**Justice et
Histoire**

p. 2

Justice et Histoire

Contre la mode de l'autoflagellation, contre les préjugés, les erreurs et ignorances colportés par les médias à l'occasion du procès de Maurice Papon, Simone Veil a apporté un témoignage d'une justesse exemplaire.

Sur Arte, le dimanche matin, une émission animée par Daniel Schneidermann (1) est consacrée à l'analyse critique de l'image et du discours télévisés. Toujours intéressante, menée par une équipe jeune et sympathique, elle prit le 9 novembre le tour inhabituel d'un dialogue entre son animateur et Simone Veil, invitée à s'exprimer sur le procès de Maurice Papon.

Dialogue intense, car Daniel Schneidermann, refusant le rôle du journaliste impartial ou complaisant, tenta de faire prévaloir son propre point de vue - celui des flagellants et autres démythificateurs qui donnent actuellement le ton. Ceux-ci s'inspirent de l'opinion commune, largement diffusée par les médias, selon laquelle le procès de Bordeaux, comme naguère ceux de Klaus Barbie et de Paul Touvier, aurait une vertu pédagogique. Priée de commenter les déclarations de ceux (Alain Juppé, Marc

Blondel...) qui estiment que le procès Papon est celui d'une administration, d'un État, d'un régime, Simone Veil montra que, dans toutes les hypothèses, l'issue de ce procès serait tout aussi décevante que les jugements prononcés à l'encontre de Klaus Barbie et de Paul Touvier - les audiences bordelaises risquant d'accroître les confusions dans l'esprit des Français.

Pourquoi ? Simone Veil montra qu'un procès est fait pour juger une personne, pas un régime ni un pays, et parce que la dialectique de tout procès (le jeu de l'accusé, la stratégie de son avocat face à l'accusation) fait apparaître ou souligne la complexité de la vie - ou, en l'occurrence, de l'histoire. D'où la nécessité de bien distinguer la justice et l'histoire : au tribunal, on ne juge pas les faits mais la responsabilité d'une personne par rapport aux faits, alors que, pour la période de l'Occupation, ce sont les faits qui sont vraiment intéressants.

Et l'ancienne déportée, qui fut Garde des Sceaux, de conclure : « les événements, on les connaît non pas à travers les procès, on les connaît à travers l'histoire ».

Mais il ne suffit pas que le travail décisif des historiens soit effectué : encore faut-il que le résultat de leurs recherches soit reconnu et compris. Mais voulons-nous savoir ? Que voulons-nous savoir ? Quand et pourquoi voulons-nous savoir ? Dans la seconde partie de la discussion, Simone Veil ne cessa de poser et de reposer ces quatre questions, en rejetant avec force les assertions de Daniel Schneidermann. Dramatique débat entre la rescapée des camps de la mort et le journaliste pétri de bonnes intentions et soucieux de lucidité :

Si la télévision portait un « vrai intérêt » à la déportation, elle saurait qu'il existe des amicales d'anciens déportés (d'Auschwitz, de Bergen...). Les membres de ces amicales ont demandé d'être

entendus. Ils ne l'ont pas été. Et Simone Veil se dit blessée par cette indifférence, comme elle fut blessée lorsque, revenant de déportation, certains concitoyens lui demandaient si c'était son numéro de vestiaire qui était tatoué sur son bras. A l'époque, les déportés-résistants bénéficiaient de la compassion générale, alors que la spécificité de l'extermination des juifs était négligée (2). Ce refus de savoir porte-t-il aussi sur le régime de Vichy ?

Simone Veil rappelle brièvement les grands procès de la Libération, donne les raisons de la popularité du maréchal Pétain, mais rejette la thèse d'une « France veule, attentiste, lâche, moche » (les termes seront de D. Schneidermann) qui aurait été révélée par *Le Chagrin et la Pitié* - film qui n'a jamais été censuré contrairement à la légende (son prix d'achat était excessif) mais dont Simone Veil souligne le caractère historiquement malhonnête (une récente thèse américaine le démontre) et insultant pour la Résistance : dans leur portrait de Clermont-Ferrand, les auteurs ne disent pas que cette ville fut un des hauts lieux de la Résistance.

Toutes les paroles de Simone Veil, émouvantes et justes, mériteraient d'être relevées. Pour les garder, pour les méditer, il faut que ce dialogue soit rapidement publié.

B. LA RICHARDAIS

(1) Arrêt sur Images, le dimanche à 12 h 25.

(2) Sur cette question complexe, il faut absolument lire l'entretien que Pierre Nora a accordé au *Monde* du 1^{er} octobre, publié dans le supplément sur le procès Papon.

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
SOMMAIRE : p.2 : Justice et Histoire - p.3 : Paysage de campagne - Dignité - p.4 : A.G.F. - La folle logique des marchés - p.5 : Saddam la menace - p.6/7 : Retrouver la mémoire - p.8 : Nation sous influence - p.9 : Paul Ricoeur et son temps - p.10 : La réalité toute nue - Voyager chez les bourgeois - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : L'impossible Europe sociale.

REDICTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone: 01.42.97.42.57
Télécopie: 01.42.96.05.53
Dir. publication: Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Paysage de campagne

Le 14 décembre prochain, salariés et employeurs éliront les 15 000 conseillers prud'homaux qui, dans les 271 conseils de France, seront amenés à juger les litiges individuels entre salariés et employeurs. Une élection à haut risque dans un contexte économique et social mouvementé.

Rarement élection prud'homale aura été aussi importante. D'abord parce que, les conditions de travail se dégradant, les salariés sont, chaque année, de plus en plus nombreux à avoir recours aux Conseils de prud'hommes. Ensuite parce que les élections prud'homaux sont l'occasion, tous les cinq ans, de mesurer l'audience (1) de chaque organisation syndicale et patronale. Enfin parce que, cette année, un parti politique (le Front national) tente de faire une percée dans un domaine qui, par nature, n'est pas de son ressort. Pour toutes ces raisons, il n'est peut-être pas inutile de dessiner, à grands traits, le paysage dans lequel se déroule la campagne électorale.

Depuis quelques années, les organisations syndicales sont en position de rejouer le rôle de médiateur qu'elles avaient perdu avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 et l'apparition, dans plusieurs secteurs d'activité, de coordinations de travailleurs. Mais cette nouvelle donne est encore fragile. Il suffirait d'un rien - un taux élevé d'abstention aux élections prud'homaux, une campagne désastreuse... - pour que les syndicats reperdent la confiance des salariés. Tout serait alors à recommencer dans un contexte économique et social défavorable.

Une récente étude constate, en effet, que moins de 10 %

des salariés sont syndiqués : soit l'un des plus faibles taux d'Europe. Si l'on ne peut que déplorer ce fait, il convient toutefois d'en préciser les causes. D'abord, les employeurs font tout ce qui est en leur pouvoir pour décourager le syndicalisme dans leur entreprise (pressions de toute sorte, intimidations, éclatement d'une même société en plusieurs sociétés autonomes...) ; il faut, aujourd'hui encore, avoir l'étoffe d'un héros et le sens du sacrifice pour s'engager dans la lutte syndicale. Ensuite, l'attitude butée d'un certain patronat hostile à toute forme de négociation suscite, de la part des salariés, des mouvements de violence désespérée.

Enfin, lorsqu'on parle de nos voisins européens, comparons ce qui est comparable ! Il est évident qu'à côté de celui des Belges, le taux de syndicalisation français fait pâle figure, mais il faut savoir que pour bénéficier d'une couverture sociale et recevoir ses indemnités de chômage, les salariés d'outre-Quévrain sont obligés de se syndiquer : d'où un taux qui frise les 100 %. Une question s'impose cependant : ce syndicalisme de service est-il souhaitable en France ? Ce n'est pas notre tradition : le syndicalisme doit demeurer une force de proposition, une force de débat, une force de résistance à la déréglementation du Code du travail, indépendante des partis politiques.

Cette dernière caractéristique

est aujourd'hui directement menacée puisque, pour la première fois, un parti politique - en l'occurrence le Front national - tentera de faire son entrée dans les conseils de prud'hommes. Après plusieurs tentatives - ratées - d'infiltration des syndicats existants pour permettre à des militants du Front de figurer sur les listes prud'homaux, le parti de Jean-Marie Le Pen a fini par présenter ses propres listes sous l'étiquette : Coordination française nationale des travailleurs. Un certain nombre d'entre-elles ont été retirées par décision de justice, mais pas toutes loin de là. Martine Aubry a bien promis de présenter un projet de loi destiné à éviter l'intrusion des partis, notamment du Front national - mais il ne pourra être présenté devant le Parlement qu'après le 10 décembre. Si des militants du FN entrent dans certains conseils de prud'homme, on peut, d'une part tirer un trait sur la crédibilité de cette institution, et d'autre part s'interroger sur la capacité des organisations syndicales représentatives de mobiliser les travailleurs.

Enfin, troisième enjeu - et non des moindres - de cette élection : les salariés, par leur vote, entérineront-ils la reposition syndicale amorcée à l'occasion du mouvement social de novembre-décembre 1995 ? Réponse le 10 décembre.

Nicolas PALUMBO

(1) Il ne faut pas confondre, comme on l'entend et on le lit trop souvent - y compris dans les documents émanant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité - audience et représentativité. En France, il existe cinq organisations syndicales représentatives indépendamment de l'audience qu'elles réalisent lors des élections professionnelles : la CGT, la CFDT, la CGC, la CGT-FO et la CFTC (par ordre d'ancienneté).

Dignité

A l'issue de l'assemblée plénière des évêques l'épiscopat a publié un document qui insiste sur l'éminente dignité de la personne humaine et qui appelle à un changement complet de politique en matière d'immigration.

Les évêques français écrivent que « toute personne » est « revêtue d'une dignité ayant un caractère sacré », affirmation très forte qui réfute la thèse xénophobe de l'amour du prochain comme amour de l'être géographiquement proche, et qui dénie à la législation la possibilité d'« apporter restriction au droit de vivre en famille ou au droit d'asile, ni prêter à discrimination ». C'est donner un fondement théologique à des principes traditionnels (sûreté, respect de la vie privée, protection des faibles et des persécutés) qu'un mouvement laïque comme le nôtre justifie en raison et selon le droit. Certains catholiques oseront-ils encore nous accuser d'angélisme et d'extrémisme ?

Par souci de la dignité humaine l'épiscopat préconise une nouvelle politique d'immigration : contre la tentation du repli et le règne du soupçon, les évêques appellent à une « politique positive de solidarité et de développement avec les pays d'origine », qui permettra d'organiser l'immigration comme un « élément dynamique de la solidarité internationale ». Enfin, l'épiscopat dénonce « le refuge dans le silence », qui peut devenir une tragique démission « lorsque la sécurité, la santé et la dignité des personnes sont en cause ».

Nous ne doutons pas que les médias donneront un immense écho à ce document essentiel.

J.B.

A.G.F.

La folle logique des marchés

Qu'on se le dise ! Les Assurances Générales de France sont à vendre au plus offrant. On est prié de ne pas s'inquiéter, encore moins de s'indigner. Nous assistons à un match, qui passionne les milieux financiers, sous le regard de l'État qui, dit-on, a assuré les protagonistes de son impartialité. Voici donc réalisé l'État impartial cher à Édouard Balladur. L'État qui vend pour combler son déficit dans la perspective de la monnaie unique, et qui assiste froidement au démantèlement du système financier français.

Au profit de qui ? Les Italiens (*Generali*) ont lancé une OPA jugée inamicale par l'assureur public mais les Allemands (*Allianz*) ont fait une contre-proposition considérée comme amicale par le conseil d'administration des AGF. Il est vrai que l'assureur allemand offre des garanties formelles (maintien d'une direction française) mais il s'agit bel et bien d'une vente à un groupe étranger qui deviendrait le premier en Europe devant l'ensemble AXA-UAP.

Cette vente n'est pas sans conséquences graves sur le système français de financement puisque les AGF détiennent 57 % de la COFACE (Compagnie d'Assurances Française pour le Commerce Extérieur) qui gère pour le compte de l'État le système d'assurance-crédit à l'exportation. C'est dire le caractère hautement stratégique de la COFACE, dont l'avenir demeure pour l'instant incertain.

Ce qui est sûr, c'est que le gouvernement socialiste a choisi en ce domaine comme dans d'autre le laissez-faire.

Y.L.

La crise financière qui frappe l'Asie du Sud-Est et menace l'Amérique latine démontre que l'économie mondiale repose sur des logiques irrationnelles. Nous ne sommes pas à l'abri !

Le 18 novembre dernier, le ministre des Finances sud-coréen a démissionné, incapable de régler la crise économique et financière qui secoue son pays. En effet, en trois semaines la monnaie nationale, le won, a perdu 12 % face au dollar, les faillites se multiplient et l'on prévoit déjà que la Corée du Sud puisse se retrouver en cessation de paiement : à son tour, ce pays plonge dans une tourmente qui, depuis près de cinq mois, ébranle le Sud-Est asiatique.

C'est à Bangkok que tout a commencé lorsque, miné par l'endettement, la spéculation et la corruption, le baht perd 18 % en une journée. La Thaïlande s'enfonce alors dans la crise, si bien qu'on lui prédit une croissance négative. Malgré d'importantes réductions des dépenses publiques, l'Indonésie ne tarde pas à lui emboîter le pas, la roupie perdant au passage 50 % de sa valeur. Même Taiwan - qui a pourtant l'économie la mieux gérée de la région - a dû dévaluer pour se remettre au niveau de ses concurrents d'Asie du Sud-Est, dopés par leur dévaluations respectives. Ainsi, Hong-Kong est le dernier rempart qui assure leur crédibilité aux marchés asiatiques, cela malgré les incessantes attaques dont sa monnaie fait l'objet et la dégringolade de son marché des changes. Reste à savoir combien de temps Hong-Kong pourra résister.

Cette crise a déjà révélé la fragilité d'un système économique commun à tous les pays d'Asie du Sud-Est. Ceux-ci sans exception sont surendettés. Il suffit donc que la monnaie d'un pays voisin baisse pour que les dettes a son égard augmentent d'autant. De plus, chaque dévaluation produit un effet domino : le pays qui ne suivra pas ce mouvement assistera à la fuite de ses capitaux vers des voisins « moins chers ». Le seul remède est le maintien de taux d'intérêts élevés mais ceux-ci ont contribué - entre autres - à la crise de l'immobilier qui a provoqué la faillite de nombreuses banques, un peu partout. Le Japon lui-même a été emporté dans cette spirale. Son économie stagne, et les investisseurs se retirent d'un marché déprécié auquel ils ne font plus confiance. Difficile dans ces conditions de voir enrayée la descente vertigineuse du cours du yen.

Mondialisation oblige, la crise des pays asiatiques entraîne une méfiance à l'égard des pays dits « émergents ». A partir du 12 novembre les marchés Sud-Américains craquent un à un. C'est le cas particulièrement du Brésil qui se bat contre la dévaluation au prix d'un plan de rigueur qui prévoit la suppression d'emplois dans le secteur public, le gel des salaires, l'augmentation des prix... Autant de signes censés rassurer les investisseurs.

Face à la crise, l'Europe et les États-Unis se placent en position d'observateurs. L'effondrement de leurs marchés respectifs le 28 octobre ne semblait, réflexion faite, pas vraiment justifié. Ainsi, pour un pays comme la France, l'Asie représente moins de 7 % des exportations. On l'aura compris, la réalité et une certaine rationalité des mécanismes économiques n'ont que peu d'influence sur les marchés boursiers mondiaux. En fait la sphère financière fonctionne de façon quasi indépendante, selon une logique irrationnelle. Elle réagit démesurément, et selon des critères qui lui sont propres, à des événements que l'on va réinterpréter comme les signes d'une hausse ou d'une baisse prochaine. Seule compte donc l'anticipation de la réaction des autres investisseurs, c'est-à-dire une sorte de mimétisme stratégique qui conduit à une extrême volatilité des cours pour peu que, quelque part dans le monde, de brillants analystes financiers décèlent des signes de crise ou de reprise.

Que les spéculateurs perdent des milliards à ce petit jeu ne serait pas si grave si l'économie réelle n'était pas soumise et asservie aux marchés financiers. Plus grave encore, la mondialisation, censée permettre une diversification des portefeuilles et donc une moindre exposition aux risques, a débouché sur la synchronisation des marchés. De ce fait le moindre choc local peut produire des effets généraux.

Remi TISSOT

Saddam la menace

La crise iraquienne a révélé l'ampleur du ressentiment de certains milieux américains influents à l'égard de la France.

Pour les Américains, la France est clairement le mauvais allié à propos de l'Iraq, comme elle le fut hier sur l'OTAN. L'injure faite à notre pays rejoint le soupçon porté sur Vichy. Le terme de collaborationniste revient régulièrement sous la plume des analystes américains les plus sérieux pour qualifier notre politique à l'égard de l'Iraq. Comme toujours, nous cherchons à traiter avec le dictateur plutôt qu'à l'abattre. Nous sommes aveugles devant le rearmement iraquien comme nous l'avons été devant celui d'Hitler. Aucun qualificatif ne nous est épargné.

Dans *Les Empires contre l'Europe* (1), Régis Debray montrait déjà, plusieurs années avant la chute du mur de Berlin et l'implosion de l'URSS, comment la menace était délibérément surestimée aux fins de renforcer avec Reagan les applications militaires de l'alliance atlantique. La lecture des scénarios sérieusement exposés dans les revues les plus crédibles de la presse américaine fait irrésistiblement penser à cette époque pas si lointaine. Tout aussi apocalyptiques, ils décuplent des événements déjà connus comme le gaz sarin dans le métro de Tokyo ou la menace d'envoi de Scuds porteurs de bombes chimiques dans les artères de Tel-Aviv. Quel que soit l'acharnement de Saddam Hussein à reconstituer un

potentiel agressif, c'est lui prêter beaucoup trop. Et chacun de rivaliser d'informations toutes plus scientifiques les unes que les autres, et partant confidentielles. L'origine des fuites ne fait pas de doute. Le Secrétaire d'État à la Défense n'a pas hésité à présenter des preuves au Conseil américain de Sécurité, comme avant-hier pour les missiles de Cuba ou les euromissiles d'Europe de l'Est. Ces révélations savamment distillées ne visent qu'à influencer sur la décision, toujours dans le même sens en faveur de ce que l'on a appelé le complexe militaro-industriel.

Mais soit ! Faut-il pour autant s'arrêter à ces perspectives ? Même si l'on devait partager ces analyses, n'y a-t-il d'autre voie que la guerre contre la guerre ? Les États-Unis n'étaient pas, dit-on, opposés à reprendre langue avec Bagdad via soit Paris soit Moscou. Or à aucun moment, il ne fut question de notre pays, quelque bien placé qu'il apparaisse aux yeux des commentateurs étrangers. Si nous étions si proches de Saddam, que la Maison Blanche n'ait-elle dépêché Hubert Védrine au lieu d'Evgueni Primakov ? Poser la question revient à y répondre. Les Américains ont préféré les Russes aux Français, parce qu'ils les estiment finalement moins dangereux pour leurs intérêts dans le monde arabe. Ils ont accepté de concéder un point capital à

leur ancien ennemi, somme toute bien arrangeant, plutôt que de s'abandonner à faire confiance à un allié si dérangeant que la France.

On s'inquiéterait à moins de voir faucons, et colombes tout autant, militaires et diplomates, rejeter l'ami qui vraiment n'a pas mérité cette indignité. L'image de la France dans la presse et l'opinion américaines est une préoccupation naturelle du ministre des Affaires étrangères. Les efforts entrepris doivent sans cesse être répétés, sans jamais aucune assurance. A la première crise, les mauvais réflexes refont immédiatement surface.

« Le monde est dangereux, écrit un observateur américain, non à cause de Saddam mais de ce que si peu d'alliés soient prêts à agir contre lui ». Il ne servirait à rien de rappeler que la France occupée a attendu plusieurs années de guerre avant que les États-Unis ne viennent à sa rescousse. Et pourtant c'était Hitler ! Aucun argument rationnel, aucun parallèle historique ne semble pouvoir avoir raison du préjugé américain à notre encontre. La pédagogie inaugurée par le président Chirac devant le Congrès et CNN a manifestement échoué. Il sera de plus en plus difficile à l'avenir au président Clinton de conserver le contact face à une opinion aussi montée contre nos intérêts, voire nos personnes.

Yves LA MARCK

(1) Régis Debray - « Les Empires contre l'Europe » - Éd. Gallimard, 1985 - prix franco : 115 F.

BRÈVES

De nombreux lecteurs se sont inquiétés de ne plus retrouver à cette place, depuis quelques semaines, les nouvelles des monarchies étrangères. Qu'ils soient aujourd'hui rassurés, il ne s'agissait que d'une disparition temporaire due à l'empêchement de notre collaborateur spécialisé.

♦ **LAOS** - La ville de Dinan a commémoré le 150^e anniversaire de la naissance d'Auguste Pavie, explorateur et diplomate qui fut commissaire général du Laos à la fin du siècle dernier. A cette occasion, une forte délégation de Laotiens menée par S.A.R. le prince Sauravong Savang, régent du Laos, accompagné du prince héritier Soulivong Savang, est venue rendre hommage à celui qui fut l'ami de leur ancêtre S.M. le roi Khamsouk.

♦ **ESPAGNE** - Le roi Juan Carlos accompagné de la reine Sophie, de ses filles et du prince héritier Felipe se sont rendus en Grande-Bretagne pour participer le 20 novembre aux festivités pour les noces d'or de la reine Elisabeth et de prince Philippe.

♦ **CUBA** - Le roi Juan Carlos participait au sommet ibéro-américain qui s'est tenu sur l'île de Margarita (Venezuela). A cette occasion il a rappelé fermement « les valeurs morales de la démocratie en Amérique latine ». Rappel qui prenait toute sa valeur quand on sait que Fidel Castro, le *l'idermaximo*, était présent.

♦ **FRANCE** - Le 9 novembre, toute la Famille de France était réunie pour assister à la titulature du prince Foulques d'Orléans, deuxième fils de Jacques, duc d'Orléans. Le comte de Paris avait en effet décidé d'attribuer à son petit-fils le titre prestigieux de duc d'Aumale et celui, non moins chargé d'histoire, de comte d'Eu. La cérémonie eut lieu d'abord au château d'Eu, puis à l'Hôtel de ville d'Aumale, en présence des maires respectifs des deux communes normandes. François Gouet, le maire d'Eu, en s'adressant au nouveau comte d'Eu lui déclarait : « Soyez digne de ceux qui vous ont précédés et de la tradition familiale. Soyez fier des titres que vous portez, car derrière des noms de cités se cachent une population, des personnes de toutes conditions dont vous devenez l'ambassadeur... ».

♦ **ROUMANIE** - C'est au théâtre des Champs-Élysées que fut donné un gala, animé par Frédéric Mitterrand, au profit de la Fondation Margarita de Roumanie. Yehudi Menuhin, fervent soutien de l'action de la princesse Margarita, y dirigea l'Orchestre National de France qui interprétait des œuvres du compositeur roumain Enesco. Le roi Michel et la reine Anne étaient présents ainsi que la princesse Margarita et son mari Radu Duda. La Famille de France était représentée par la princesse Chantal.

♦ **BULGARIE** - Le prince héritier Karam de Bulgarie est depuis le 12 octobre l'heureux père d'un jeune Boris qui, troisième en ligne de succession après son grand-père, le roi Siméon, et son père, pourrait bien être un jour Tsar des Bulgares.

Pour beaucoup de nos concitoyens, le royalisme évoque une guerre civile (la Vendée), une idéologie réactionnaire (la

Contre-Révolution) et un mouvement extrémiste (l'Action française).

Cette vision déformée s'explique par le fait qu'il n'existait pas jusqu'à présent d'histoire complète du royalisme français. Évolutions politiques, courants, influences, « état des lieux » en cette fin de siècle : notre directeur politique dessine dans un ouvrage qu'il vient de publier une perspective générale dont il précise ici quelques traits.

■ **Sylvie Fernoy :** Voici donc notre histoire...

Bertrand Renouvin : Précisons ! Il s'agit d'un essai sur l'histoire des royalistes, et j'ai eu des ambitions très « militantes ». La première, c'est d'inciter les historiens de métier à mettre en chantier une histoire générale du royalisme français qui devrait nécessairement comporter plusieurs tomes tant la matière est riche.

Cette histoire du royalisme est aussi indispensable à la compréhension de la France actuelle que celle du socialisme et du communisme ; elle devra mobiliser des spécialistes d'histoire politique, des constitutionnalistes, des sociologues, des philosophes du droit, des historiens des mentalités, afin que nous puissions disposer d'un tableau d'ensemble, aussi précis et complet que possible de notre tradition. Nous bénéficions déjà de travaux nombreux et excellents, dont je me suis abondamment servi : je pense aux livres d'Eugen Weber sur l'Action française, de Robert Griffiths sur les monarchiens, de Gérard Gengembre sur la Contre-Révolution, de Jean-Clément Martin sur la guerre de Vendée, de Marcel Gauchet sur Benjamin Constant, de Pierre Rosanvallon sur Guizot, de Jacques Krynen sur les conceptions médiévales de la royauté... Mais il manque le tableau d'ensemble d'une tradition - la plus vieille de l'histoire de France - qui a tou-

jours su se renouveler dans une plus ou moins grande fidélité à ses principes.

■ **Sylvie Fernoy :** En attendant ce tableau général, quelles carences peut-on souligner ?

Bertrand Renouvin : Quelques travaux pionniers sur Jacques Bainville nous font désirer une grande biographie de cet historien qu'on commence à rééditer. Cette biogra-



◆ **Lally-Tollendal une des têtes de file des monarchiens.**

phie existe : elle n'attend plus que son éditeur ! Une recherche sur les royalistes dans la Résistance est indispensable, et je regrette qu'aucun chercheur ne se décide à l'entreprendre. Bien des figures des XVIII^e et XIX^e siècles méritent une thèse : le monarchien Lally-Tollendal, le catholique social Armand de Melun, le libéral « doctrinaire » Royer-Col-

lard. Pour le XX^e siècle, j'espère des recherches approfondies sur le royalisme de Georges Bernanos et sur celui de Pierre Boutang.

■ **Sylvie Fernoy :** Et ta deuxième ambition ?

Bertrand Renouvin : Présenter aux royalistes de tous les courants et de toutes les sensibilités une histoire intellectuelle et politique de leur tradition. La mémoire royaliste est pleine de trous. Il y a trop de personnages qui restent méconnus, certains courants ont été surévalués (je pense à l'Action française) alors que d'autres (les libéraux) se sont trouvés rejetés dans l'ombre : depuis deux siècles, beaucoup de préjugés et d'erreurs ont été diffusés par les milieux royalistes avant d'être repris par leurs adversaires.

■ **Sylvie Fernoy :** Des exemples ?

Bertrand Renouvin : La dénonciation des « faux dogmes de 1789 » par les contre-révolutionnaires et les maurassiens nous ont fait oublier que la Déclaration des Droits de l'Homme est l'œuvre de Mirabeau, pour le Préambule, et des monarchiens pour les principaux articles. Autre exemple : le courant absolutiste de l'Action française a largement contribué à l'oubli dans lequel étaient tombés les monarchistes libéraux du XIX^e siècle.

Ces mutilations de la mémoire ne m'indignent pas :

il est habituel qu'un courant politique veuille annexer la totalité de la tradition qu'il affirme représenter et se proclame seul et unique détenteur de la vérité de l'Idée. J'ai voulu donner une représentation plus juste, mieux équilibrée, des divers courants et de l'influence qu'ils ont exercée.

■ **Sylvie Fernoy :** Comme tu es toi-même un militant qui fait l'histoire de sa tradition, on t'accusera de partialité.

Bertrand Renouvin : Je ne prétends pas à la pure objectivité, et je ne nie pas avoir eu un regard critique, qui procède des conceptions développées par notre propre mouvement. Mais cette histoire faite par un militant n'est pas une histoire sectaire. On remarquera que ce livre est publié sous l'égide du professeur Luchaire, mon directeur de collection, qui m'a honoré d'une très aimable préface. Or nul n'ignore que l'éminent juriste qu'est François Luchaire appartient à la grande tradition radicale : son point de vue, très informé et tout à fait neutre par rapport aux différentes tendances royalistes, représente une garantie pour le lecteur. De plus, l'ensemble de mon travail est appuyé sur des références à des travaux scientifiques effectués par des universitaires de grande réputation : ma dette est immense à l'égard de Blandine Kriegel (pour le chapitre sur les légistes du roi), de Hervé Robert (pour l'orléanisme), de

Stéphane Rials (pour le légitimisme), de Robert Griffiths (pour les monarchiens), et de celles et ceux qui ont collaboré au *Dictionnaire critique de la Révolution* publié sous l'égide de François Furet et de Mona Ozouf.

J'ajoute que mon livre aurait été meilleur si j'avais pu connaître l'ouvrage fondamental que Lucien Jaume vient de publier sur le libéralisme français (*L'Individu effacé*, chez Fayard) que nous présenterons dès que possible à nos lecteurs. Et j'assiste actuellement au séminaire de Ran Halevi sur l'idéal de la modération au XVII^e et XVIII^e siècle qui m'ouvre de nouvelles perspectives.

■ **Sylvie Fernoy :** Quels angles as-tu retenus pour présenter cette histoire ?

Bertrand Renouvin : J'ai pris trois points de vue. D'abord, l'histoire politique du royalisme : les révolutionnaires et les contre-révolutionnaires en 1789 et après, les légitimistes et les orléanistes, l'Action française et ses dissidences. Ensuite la présentation des courants intellectuels : la tradition légiste, matrice longtemps méconnue ou ignorée, puis les courants modernes : les libéraux, les contre-révolutionnaires, les catholiques sociaux, les absolutistes (le maurassisme), la gauche royaliste, et le royalisme républicain qui est représenté par la Nouvelle Action royaliste. J'ai enfin tenté une analyse de

l'influence exercée depuis deux siècles par les royalistes - sur la Révolution, sur nos institutions politiques (le régime parlementaire, la Ve République), et sur certains personnages (le général de Gaulle, François Mitterrand).

■ **Sylvie Fernoy :** Tu



◆ **Georges Bernanos, un royaliste "hors courant".**

oublies la quatrième partie...

Bertrand Renouvin : Non, mais je la mets à part : c'est une présentation de la situation actuelle du royalisme. Le recul manque pour que l'étude soit vraiment historique, et je m'en suis tenu à un relevé quasi-notarial des organisations et des publications qui existent actuellement, assorti d'une esquisse sociologique très rapide et prudente car

aucune organisation n'a envie d'ouvrir ses fichiers et ses archives.

■ **Sylvie Fernoy :** Ton « invention » d'un royalisme républicain sera contestée ou risque de ne pas être comprise.

Bertrand Renouvin : J'en ai pris le risque, mais je crois que cette manière de définir la Nouvelle Action royaliste est rigoureuse : nous nous reconnaissons dans la définition de la République telle qu'elle a été donnée par la tradition occidentale, d'Aristote à Rousseau en passant par les théologiens médiévaux et par les légistes de la Renaissance : la République, c'est la Politique, c'est le souci du bien commun, c'est le gouvernement légitime. La République est un idéal, ce n'est pas un régime. Et le régime monarchique est républicain quand il tend vers cet idéal de la *res publica*. Ce qui paraît audacieux ou provocateur dans notre « royalisme républicain » n'est donc que la reprise d'une tradition bien plus ancienne que notre nation. La Nouvelle Action royaliste n'est donc pas, dans le domaine intellectuel, une création *ex nihilo*.

■ **Sylvie Fernoy :** Justement, par rapport à l'histoire moderne du royalisme, quelles sont nos filiations ?

Bertrand Renouvin : Contrairement au cliché médiatique, nous ne devons rien au royalisme de gauche - petit courant hétéroclite dans lequel j'ai rassemblé le très marginal Cercle Proudhon, la brève tentative de Georges Valois et le socialisme monarchique apparu à la Libération.

Nous cousins avec les royalistes catholiques-sociaux, nous nous retrouvons dans leur conception de l'État protecteur des groupes sociaux et des personnes, mais nous sommes trop rigoureusement laïques pour reprendre l'ensemble de ce courant de pensée.

Nous sommes des libéraux dans la mesure où nous défendons le gouvernement parlementaire et la distinction entre l'espace public et le domaine privé, mais j'attends d'avoir lu l'ouvrage de Lucien Jaume pour faire complètement le point par rapport au libéra-

lisme politique.

Notre filiation la plus nette est celle qui nous relie aux monarchiens : radicalité de leur lutte contre la société d'Ancien régime - celle des privilèges, des ordres verrouillés - et contre l'absolutisme ; reconstruction de l'État de droit, défense d'une autorité royale qui est indispensable au gouvernement représentatif. Les monarchiens ont été battus en 1789 mais ils triomphent avec la constitution gaullienne de 1958. Maintenant que l'État est restauré (et dans l'espoir qu'il retrouvera sa force symbolique grâce à la légitimité royale) nous devons reprendre le mouvement révolutionnaire visant à refonder dans la société française tout ce qui l'ultra-libéralisme est en train de détruire et à changer une classe dirigeante qui a failli. Dans la conjoncture actuelle, il est normal que nous soyons particulièrement attentifs à l'exemple des monarchiens - sans chercher à les imiter ! Et puis, il faut en finir avec ce cliché d'une Révolution qui aurait été « républicaine » (au sens moderne) dès 1789. La Révolution française, dans sa part positive, est l'œuvre de personnages et de groupes qui n'appréciaient guère le roi - et encore moins la Cour - mais qui n'envisagent pas la disparition de la royauté. Pensons au rôle de Barnave après Varennes, sur lequel j'aurais aimé m'attarder.

Quant aux filiations, il faut aussi évoquer des personnages qui ne se situent pas dans un courant - Georges Bernanos, Maurice Clavel, François Perroux - et qui exercent sur nous une très grande influence. Mais nous sortons là de l'histoire pour retrouver la vie présente, les réflexions et les engagements de notre journal et de notre mouvement.

Propos recueillis par Maria DA SILVA

" Le royalisme, histoire et actualité "

Prix de lancement (jusqu'au 31/12/97)

169 F franco

Nation sous influence

De la politique aux affaires, description des réseaux qui font la France. Courte échelle et retours d'ascenseur, cooptation et préservation au pays des droits de l'homme...

Plus de cinquante ans après l'inauguration de l'ENA par Michel Debré, qui parlait alors de l'« objectif moral » que se fixerait la nouvelle école, du « sens de l'État » qu'il s'agirait de transmettre aux futurs administrateurs de la France, oubliés sont les principes des fondateurs. Les diplômés de la prestigieuse école se font la courte échelle au plus haut niveau de l'État comme du secteur privé. Ainsi les inspecteurs des Finances, élite au cœur de l'élite, auraient pour activité principale l'entraide et la cooptation. Une pratique qui, bien qu'au cœur de l'État, n'en serait pas pour autant inadmissible si elle ne permettait à ce respectable corps de cerveaux de se couvrir, masquer leurs échecs, échapper aux mesures qui

s'imposent en principe à l'encontre de celui qui fait preuve d'incompétence dans ses fonctions.

Illustration ? A partir de 1988, Jean-Yves Haberer, inspecteur des Finances, ancien directeur du Trésor et instigateur du réseau de placement des « Trésoriers » dans les banques françaises, aurait-il pu mener le Crédit lyonnais à sa perte de la sorte, s'il n'avait fait partie du Corps ? Probablement pas ! Mais protégé, membre de la caste, Haberer aura mené une politique destructrice sans que nul ne s'en inquiète. Le président de la Commission bancaire était à l'époque Jacques de Larosière, inspecteur des Finances, le président de la COB, Jean Saint-Geours, inspecteur des Finances et anciennement président du Crédit lyonnais, le

Directeur général de la COB, Philippe Fleuriaux, aussi de la caste, tout comme d'ailleurs le Président de l'Association française des banques... Ainsi s'expliquerait la marche lente et ininterrompue vers le désastre. On ne critique pas la gestion d'un frère de Corps, aussi mauvaise fut-elle !

Les exemples sont ainsi nombreux d'affaires d'État réglées entre compères, d'affaires étouffées, lors d'un dîner, d'une partie de chasse, d'une partie de golf, ou simplement par un coup de téléphone. Il est question d'affaires d'État, il l'est aussi d'affaires tout court... l'argent, à l'instar du pouvoir, ne sort pas de l'entre-soi et les affaires financières, comme les accords politiques, se passent entre frères. Frères d'école, de club, de table... frères légitimes ou

improvisés. Tous les moyens sont bons pour se réclamer d'une famille : le sang, le nom, un *hobby*. Et si Lionel Jospin, en inflexible protestant, se défend de participer à ces jeux de cooptation et ces magouillages plus ou moins importants, nombreux sont ceux qui ne se cachent pas d'avoir appris à jouer au golf pour plaire au président Mitterrand, ou de pratiquer la chasse aux contrats d'affaires dans de discrets domaines de Sologne.

Tout cela n'est ni scandaleux, ni surprenant. *Les bonnes fréquentations* est un livre exposant clairement ce que l'on devine sous chaque annonce, qu'elle fut d'un homme politique ou d'un grand affairiste, à savoir que la motivation d'une décision vise toujours d'autres objectifs que ceux qu'elle paraît poursuivre de prime abord et que ses tenants et aboutissants s'inscrivent avant tout dans des jeux d'intérêts particuliers reléguant l'intérêt général au magasin des accessoires.

Quand cette dynamique s'inscrit dans le cadre du « privé », quoi de plus normal au sein d'un monde ultra-libéral consubstantiel à la trahison frauduleuse ? Mais s'agissant du « public », la question se pose en d'autres termes... L'affaire du Crédit lyonnais, pour ne reprendre que cet exemple, stigmatisait-elle l'échec d'un système et le paroxysme d'une logique où les jeux d'intérêts le disputent tant à la compétence, que l'étape suivante sera la faillite générale ? Voilà bien, derrière les anecdotes croustillantes d'un journalisme parfois racoleur, la vraie question que doit éveiller ce livre. Si la France est malade de sa fonction publique, elle est aussi, et d'une manière plus grave, en deuil de sa haute administration, mais de cela, que dire ? Les verrous sont tenus. « *Messieurs les nobles, faites preuve de votre vertu ou bien ouvrez les prisons !* » demanda simplement le marquis de Sade.

Alexandre RENAUD

Sophie Coignard et Marie-Thérèse Guichard - « *Les bonnes fréquentations - Histoire secrète des réseaux d'influence* » - Grasset, 1997, 384 p. - prix franco : 135 F.

Enfin une critique méthodique et argumentée !

BERTRAND
RENOUVIN

UNE
TRAGÉDIE
BIEN
FRANÇAISE

Le Front national
contre
la nation

Ramsay

BULLETIN DE COMMANDE

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville :

☐ commande « Une tragédie bien française, le Front national contre la nation » et verse pour cela la somme de 115 F franco à l'ordre de *Royaliste*.

Paul Ricoeur et son temps

L'importance du philosophe Paul Ricoeur n'est plus mise en doute aujourd'hui, même si quelques uns s'acharnent à valoriser encore contre lui des figures idolâtrées hier et dont beaucoup se sont dépris dans la génération précédente. Serait-ce que ce penseur « modeste » ne s'est pas laissé enfermer dans les contingences du temps ? Pourtant, il n'a pas été moins engagé que ses pairs, ne délaissant aucun combat pour les causes qu'il servait. De plus son oeuvre-même s'insère dans la trame intellectuelle du siècle, à tel point que le jésuite Xavier Tilliette qui le connaît bien a pu dire : « *Il a voulu, inconsciemment, être l'esprit de son temps. Il a fait sienne cette devise du jeune Hegel « Tu ne seras pas mieux que ton temps, mais tu le seras le mieux possible ».* C'est ce qu'il a fait et il a été pour nous un aîné plutôt qu'un maître, un très bon initiateur ». Ce n'est déjà pas mal ! Mais cet initiateur ne s'est-il pas aussi révélé finalement comme un maître par sa manière incomparable de comprendre son temps en le surpassant, en l'obligeant lui-même à se surpasser ?

C'est le sentiment que donne l'immense rétrospective que nous offre François Dosse dans un livre-fleuve où il a voulu dégager « *les sens d'une vie* ». Rassemblant le maximum de témoignages (170) et de documents, relisant tous les textes de Ricoeur, Dosse nous fournit un dossier foisonnant où se croisent des multitudes de regards. Livre *patchwork* mais non désordonné, où toutes les pièces sont assemblées, classées par période et centres d'intérêt successifs.

L'intérêt de François Dosse pour la pensée de l'auteur de *Temps et Récit* n'est pas originel. Il s'agit d'une découverte après un parcours qui aboutit à une déception. L'insatisfaction éprouvée dans une recherche autour de la pourtant passionnante école des *Annales* débouche sur une quête de sens. Celle pour laquelle militait Ricoeur dans des textes déjà anciens. De même la réflexion de Dosse engagée dans une *Histoire du structuralisme* débouche sur une conclusion qui appelle un recours à l'auteur du *Conflit des interprétations* : « *Les apories relevées lors de la déconstruction du paradigme structuraliste ne conduisaient logiquement à explorer plus avant la démarche herméneutique ouverte par Ricoeur... Cette voix tôt énoncée n'a pourtant pas été entendue dans les années soixante et j'éprouvais alors le désir de lui rendre justice* ». D'où une passion pour ce travail en hommage à un veilleur attentif à tous les apports intellectuels, refusant les fermetures et les exclusives pour aller toujours plus avant.

L'aspect biographique n'est pas le moins intéressant, avec une vie intellectuelle qui s'éveille dans les années 30, après avoir subi l'influence initiale de Roland Dalbiez, ce disciple de Maritain qui fut le premier philosophe à soutenir une thèse sur Freud. Marqué par la blessure de la disparition prématurée du père mort à la guerre en 1915, alors qu'il n'a pas trois ans, Ricoeur est de naissance protestant, et il le restera toujours, évoluant plus tard entre Barth et Bultmann, très assidu dans les communautés paroissiales où il a vécu.

D'une sensibilité de gauche qui n'évite pas les illusions pacifistes de l'avant seconde guerre mondiale. Il sera prisonnier durant toute la durée du conflit, utilisant à plein son temps pour poursuivre sa recherche intellectuelle et traduire les *Ideen* de Husserl dans les marges de son exemplaire en allemand.

Le milieu protestant le reprend à la Libération avec un enseignement dans le célèbre village de Chambon-sur-Lignon, où, selon la formule consacrée, durant toute l'occupation « on a aimé les Juifs », puis Strasbourg et son université. Mais il faut faire mention du milieu de la revue *Esprit*, avec qui Ricoeur est en relation proche dans les années 30, et de son amitié pour Emmanuel Mounier. Il traversera toutes les étapes de l'existence de la revue au point de l'accompagner aujourd'hui encore. C'est une performance qui s'explique d'abord par son insertion totale dans le débat des idées, qui l'a rendu aussi bien contemporain et interlocuteur de Sartre que du structuralisme, plus tard d'un approfondissement de la pensée politique.

Cette destinée justifie sa venue dans la communauté des Murs blancs à Châtenay-Malabry, fondée aussi par Mounier sous l'inspiration de son personnalisme communautaire, où

sa famille cohabitera avec les familles du fondateur, de Jean-Marie Domenach, de Paul Fausse, d'Henri-Irénée Marrou... François Dosse a reçu beaucoup de témoignages internes à cette communauté peu banale. Parallèlement se poursuit la carrière universitaire ou le philosophe est nommé à la Sorbonne, avant d'être jeté dans l'aventure du nouveau campus de Nanterre qui sera très éprouvante pour lui dans la fièvre post-soixante-huitarde et dont il surmontera l'échec grâce à une aventure américaine. Mais s'engager dans un tel raccourci, c'est être réducteur et passer à pieds joints sur quantité d'événements déterminants comme ceux qui ont eu lieu pendant la guerre d'indépendance algérienne.

Reste qu'au long des années, Ricoeur poursuit avec acharnement une oeuvre qui n'est pas encore terminée, puisqu'un nouveau volume de philosophie politique est paru en même temps que cette biographie. Le penseur y affirme la même maîtrise, avec sa manière de lire ses interlocuteurs capitaux (ici Marx, Althusser, Weber, Habermas...). C'est ainsi qu'il a mené son entreprise depuis le début, n'entrant pas dans l'arène philosophique avec un système tout fait, tranchant brutalement par sa différence, mais en s'affirmant infatigable lecteur, dont la lecture fait toujours avancer les choses. Son génie a consisté également à faire dialoguer ensemble les âges de la pensée, n'oubliant jamais les courants qu'il a traversés. J'avais été surpris de le constater si aristotélécien dans *Soi-même comme un autre*. Mais cela ne l'empêcherait pas d'être en même temps kantien, et encore phénoménologue. Ce n'est pas éclectisme de sa part, mais exigence afin de recueillir toutes les ressources disponibles de la pensée. Au bout du compte, son inflexible accompagnement critique des courants successifs l'a rendu indémodable et incontestable. Il a toujours été dans le moment philosophique sans en être servile. Et son examen passionné des contemporains lui a permis de leur rendre justice tout en prenant ses distances et en faisant la part de l'acquis positif et du dépassement nécessaire. Son rôle a été particulièrement intéressant face au moment structuraliste et à la philosophie analytique anglo-saxonne. Il a montré à quel prix les sciences humaines peuvent être humaines, grâce à un usage vraiment supérieur de l'herméneutique, cette démarche qui permet de sauver « *l'appartenance de notre être à l'être qui précède toute mise en objet* ». C'est bien pourquoi cet initiateur est un maître.

François Dosse - « *Paul Ricoeur - Les sens d'une vie* » - La Découverte - prix franco : 250 F.
Paul Ricoeur - « *L'idéologie et l'utopie* » - Seuil - prix franco : 155 F.



par Gérard Leclerc

La réalité toute nue

Comment six Anglais au chômage vont retrouver leur dignité en se déshabillant devant la moitié de la ville ? Tel est le parcours que le joyeux et revigorant « *The Full Monty* » (1) nous propose de suivre.

Sheffield fut une petite ville industrielle prospère... Mais c'était il y a vingt-cinq ans. Aujourd'hui pour Gaz (Robert Cratyle) comme pour tant d'autres anciens ouvriers, c'est un chômage humiliant, la routine d'une inactivité déprimante. Alors quand des « chippendales » (2) débarquent en ville pour une représentation réservée aux femmes, on se moque bien sûr, mais quand on sait que chaque spectatrice a versé dix livres, cela fait réfléchir. Gaz, surtout, aurait bien besoin de cet argent, lui que l'on veut empêcher de voir son fils faute d'avoir versé sa pension alimentaire. On peut certes se passer d'argent mais pas d'un fils qui représente l'unique espoir de son existence. Face à la menace, Gaz se révolte contre cette vie à laquelle il s'était résigné. Si aujourd'hui il faut montrer ses fesses pour gagner de l'argent, alors il sera « chippendale » !

En compagnie de Dave, son copain rondouillard, Gaz va réunir cinq autres compagnons de scène. Qu'ils soient timides

et maigrichons, trop vieux ou dénués de tout sens du rythme, aucun n'a de près ou de loin le profil d'un « chippendale » mais tous ont une richesse à faire partager. Ainsi chaque existence aussi inintéressante et inutile qu'elle puisse paraître prend tout son sens au sein de ce groupe.

Peut-être est-ce de là que le film tire toute sa joie et son optimisme. Ce spectacle de strip-tease, si absurde et dérisoire, est le projet commun, l'espoir qui transcende la vie de chacun des personnages. La réalité cruelle et déprimante perd alors de son emprise sur ces hommes qui oublient peu à peu leurs faiblesses et leurs complexités. Et tous sortent grands de leur expérience.

La légèreté du propos n'exclut pas une critique sociale insolente. Bien au contraire, dissimulée derrière le rire elle est encore plus efficace. Pour son premier film, Peter Cattaneo, a réussi une comédie juste et attachante, simple mais essentielle. C'est ici, dans les rues boueuses d'une ville à la dérive que la solidarité, l'amitié, l'amour - l'humanité en fait - reprennent leur véritable dimension. Et cela dans le lieu même où l'on pensait voir ces valeurs mourir.

R.T.

(1) « *The Full Monty, le grand jeu* », film anglais de Peter Cattaneo (1h32).

(2) Jeunes gens beaux, musclés et bronzés qui se déshabillent en public.

Voyager chez les bourgeois

Après avoir étudié, plusieurs années durant, la haute société, deux sociologues expliquent leurs méthodes de travail et exposent lucidement les difficultés qu'ils ont rencontrées.

Comment connaître tout ou partie de la société dans laquelle on vit ? Question redoutable, que les médias et les instituts de sondage prétendent abolir. Les instantanés que prennent les sondeurs sont flous et trompeurs. Et les saynètes de trottoir ou les pantomimes rurales filmées par la télévision sont des illustrations dérisoires de semblants d'informations.

Connaître demande du temps, de la méthode, de la réflexion, de la prudence - tout le contraire de la réaction à la seconde, de l'information-minute et de l'expérience pulsionnelle. En d'autres termes, il faut beaucoup travailler pour un peu connaître. Cette exigence banale, que les « communicateurs » en tous genres voudraient effacer par une science immédiate et une transparence généralisée, fait l'objet d'un ouvrage fort instructif (1) que publient deux bons routiers de l'enquête sociologique.

Auteurs d'ouvrages passionnants sur la bourgeoisie et les grandes fortunes (2), Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot ont voulu rendre compte de l'expérience qu'ils ont accumulée pendant dix années de recherches. On y apprendra comment se mène un entretien et quelles en sont les limites, comment on observe un milieu... sous le regard des membres de ce milieu, quels préjugés profes-

sionnels et sociaux il faut surmonter pour comprendre les valeurs et le mode de vie du groupe étudié. Ceci sans oublier les problèmes de financement des enquêtes sociologiques, et les censures inavouées qui procèdent de la répartition des crédits.

Comme les ouvrages de Jean et Monique Pinçon-Charlot ont connu un grand succès médiatique, nos deux auteurs-acteurs-enquêteurs ont pu examiner de près le pouvoir des médias (pouvoir de révélation des ouvrages, pouvoir d'uniformisation des thèmes, capacités sérieuses et perverses d'intervention dans le champ scientifique) qui ne doit pas conduire le chercheur à se réfugier dans une fière solitude.

Il n'y a pas de connaissance sans relation. Encore faut-il que les bonnes relations ne conduisent pas à la complaisance, source d'aveuglement. Difficile métier, que celui de chercheur.

Yves LANDEVENNEC

(1) Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot - « *Voyage en grande bourgeoisie, journal d'enquête* » - PUF, 1997 - prix franco : 128 F.

(2) voir notre entretien avec les auteurs dans *Royaliste*, n° 662.

Royaliste sur Internet

<http://www.mygale.org/10/francesc/royaliste/>

Abrogation des lois Pasqua-Debré

La Nouvelle Action royaliste exprime sa colère devant le refus de la majorité parlementaire d'abroger les lois Pasqua-Debré. Ce refus constitue une faute politique grave, une minable prudence qui conforte le Front national et sa thématique xénophobe.

La loi Chevènement ne mettra pas un terme aux incertitudes, aux contradictions et à l'esprit de suspicion qui caractérisaient l'ancienne législation.

La Nouvelle Action royaliste refuse les fausses alternatives de la fermeté et du laxisme, du réalisme et de l'angélisme. La législation applicable aux étrangers ne doit être ni molle, ni dure, mais simplement juste. C'est visiblement trop demander au gouvernement actuel.

Face à un Front national sûr de lui, la « gauche plurielle » n'a rien appris. La diabolisation imbécile du FN, les interdictions stupides, les insultes à l'égard de ses électeurs ont conforté le FN dans son rôle de porte parole des exclus et des victimes de la classe politique établie. Le voilà, depuis les dernières législatives, installé dans le rôle de seule alternative à la classe dirigeante.

21 novembre 1997

LIBRAIRIE

Le livre de Bertrand Renouvin « *Le royalisme, histoire et actualité* » est enfin paru. Jusqu'au 31 décembre il est vendu par notre service librairie au **prix de lancement** de 148 F + port (soit 169 F **franco**). Son prix passera à 198 F à partir du 1^{er} janvier. Profitez du prix de lancement et ne tardez pas à nous passer vos commandes.

ILE-DE-FRANCE

FORMATION - Samedi 6 décembre à 14 h 30, troisième séance du séminaire de formation des militants et sympathisants d'Ile-de-France. Thème : « **Le droit** - Qu'est-ce que le droit ? - Les fondements du droit - Les principes généraux - Le droit et la loi - Le droit politique - La légitimité ».

EN BREF

● **IMMIGRÉS** - A Paris comme dans plusieurs villes de province, la NAR a participé aux manifestations organisées le 22 novembre pour marquer, à l'occasion du débat parlementaire sur la loi Chevènement, son opposition au projet gouvernemental sur l'immigration. Le Comité directeur du mouvement a publié un communiqué à ce sujet (voir ci-contre).

● **LIVRE** - Le 25 novembre à l'hôtel Concorde-La Fayette, le comte de Clermont a présenté son nouveau livre « *La France survivra-t-elle à l'an 2000 ?* » au cours d'un dîner-débat organisé par le Centre d'Études et de recherches sur la France contemporaine (CERFC).

● **ROUMANIE** - L'éditorial de *Royaliste* consacré au roi Michel (*Royaliste* n° 683 du 24 mars) a été traduit et repris intégralement dans *Coroana de otel*, la publication éditée à Arad en Roumanie

par l'association des « Amis du roi Michel ».

● **A.A.M.F.** - L'association des Amis de la Maison de France publie désormais, à la place de son bulletin « *Alliance royale* », une lettre d'information bimensuelle intitulée « *100 pour 100 royal* ». (A.A.M.F. - B.P. 314 - 75365 Paris cedex 08).

● **LE PEN** - La campagne de lancement du livre de Bertrand Renouvin « *Une tragédie bien française* » consacré au Front National a démarré. Déjà le 16 novembre RFI a diffusé à 6 reprises un entretien de 5 minutes avec l'auteur. Le 2 décembre à 12 h 30 c'est sur Radio Communauté Juive que l'on pourra entendre Bertrand. Dans la presse écrite un premier article a paru dans *Politix*. D'autre part une première série de déplacements est prévue : le 4 décembre à Nantes, le 8 décembre à Tours et le 11 décembre à Angers.

● A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

● La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« *abonné des mercredis* » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

● Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

économique, **Philippe ARONDEL** nous avait présenté voici deux ans une critique fondamentale du libéralisme économique. Il revient parmi nous avec un nouveau livre qui porte sur les conséquences sociales de l'idéologie qu'il dénonce : le chômage, la précarité, la « flexibilité » qui ne cesse d'augmenter. Faut-il se résigner à l'homme-marché ?, au travail réduit à l'état de marchandise ? Tel sera le thème de notre débat.

● **Mercredi 17 décembre** : La dernière réunion de l'année sera placée sous le signe de l'amitié : celle que nous éprouvons pour **Georges BALANDIER**, qui est depuis une quinzaine d'années un familier de nos réunions. Il revient parmi nous pour évoquer sa **Traversée de siècle** (le Front populaire, la Résistance, la décolonisation...) qu'il a vécue comme acteur et comme témoin, et le sens de ses travaux d'anthropologue et de sociologue passionné par les sociétés de la tradition comme par celles de la modernité. Riche expérience, qu'il nous fera partager.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « *carte d'abonné* » (50 F pour l'année)

● **Mercredi 10 décembre** : Docteur en droit et en histoire

ILE DE FRANCE

RÉUNION - Samedi 6 décembre à 16 h, réunion mensuelle de la Fédération. Cette réunion est ouverte à tous ceux qui veulent aider l'action de la NAR. Les sympathisants sont tout spécialement invités à venir prendre contact avec nous à cette occasion.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

L'impossible Europe sociale

Les pétitions de principes et les déclarations d'intention qui ont été assénées une semaine durant par les membres du gouvernement, les responsables socialistes, les médias, et par le Premier ministre à l'issue du sommet de Luxembourg n'y changeront rien :

L'Europe sociale ne se fera pas. Elle ne se fera pas faute de volonté pour la faire. Elle ne se fera pas parce qu'elle ne peut pas se faire.

De cette impossibilité définitive, le conseil européen du 21 novembre donne un indice que les chefs d'État et de gouvernement ont mis en évidence, avec ce mélange d'inconscience et de cynisme qui rend chaque jour plus insupportable leurs manières de faire et de dire.

A Luxembourg, les Quinze se sont contentés d'établir un catalogue d'intentions vagues et de recommandations pernicieuses, afin que chacun puisse broder à sa manière sur le thème des lendemains meilleurs. Ainsi, on offrira des formations à 20 % des jeunes chômeurs. Mais que feront les 80 % qui se désespèrent ? Ainsi, on aidera les chômeurs adultes, qui savent déjà l'efficacité des marques d'attention et des gestes de compassion. Ainsi, on aidera certaines entreprises et on envisage des grands travaux, mais sans augmentation de la dépense publique, sans projet d'ensemble, sans volonté de mettre en oeuvre une stratégie industrielle. D'ores et déjà, il est certain que le « sommet social » ne réduira pas le chômage, et ne créera pas le moindre emploi.

L'illusion luxembourgeoise est d'autant plus manifeste que les

Quinze recommandent toujours plus de « souplesse » dans l'organisation du travail, et une réduction des « régimes fiscaux et de Sécurité sociale ». L'avancée sociale en Europe, c'est le « souple » qui remplace le « flexible », c'est un mot qu'on change pour son synonyme. C'est l'exacte traduction de la *flexibility* anglo-saxonne. C'est, concrètement, l'annualisation et le temps partiel qu'on veut imposer aux salariés.

Jamais on ne s'est autant moqué du pauvre monde dans



les cénacles européens. Il faudra se souvenir que Lionel Jospin s'est fait le complice de cette mascarade, lui qui présentait ce « sommet social » comme la contrepartie du pacte de stabilité monétaire imposé par l'Allemagne, lui qui ose s'affirmer socialiste alors qu'il participe à la destruction méthodique de tout ce qui assure la protection du travail et des travailleurs.

L'Europe sociale n'a pas été faite, ni même esquissée à Luxembourg. Cet échec prévisible n'est pas seulement dû à l'incapacité et à l'égoïsme des dirigeants européens mais, surtout, à deux contradictions insurmontables :

- Il n'est pas possible de vouloir en même temps le « marché » et le « social » car la logique strictement matérialiste du marché récuse, en théorie et en pratique, l'exigence proprement humaine de justice. Cette opposition radicale est attestée par quarante années de construction européenne, et l'idéologie libérale qui inspire les Quinze ne fera qu'aiguiser la contradiction. Ceci d'autant plus que les dirigeants socialistes et sociaux-démocrates européens se sont ralliés à l'idéologie dominante. Les rapports de force sont en faveur des classes dirigeantes (technocrates néo-libéraux, patronat, apparatchikis de droite et de gauche) et il est vain d'espérer qu'une dialectique positive résultera de luttes et de négociations entre les groupes institués.

- Il n'est pas possible de concevoir, d'un point de vue strictement logique, l'édification d'un droit social sans l'intervention décisive d'un pouvoir politique européen, dont la constitution serait fondée sur des principes imprescriptibles et qui serait en mesure d'organiser, dans le souci du bien commun, l'activité législative. L'Europe n'est ni un État, ni une démocratie, ni une collectivité politique définie, et rien ne permet d'affirmer qu'il pourrait en être autrement.

- Il n'est pas possible d'envisager, par conséquent, que des règles sociales communes puissent être appliquées aux diverses nations puisqu'aucune force (étatique) ne peut être donnée à la loi. A moins qu'on ne décide d'aller jusqu'au bout de la logique du despotisme éclairé qu'Hubert Védérine évoquait ici même (1).

En Europe, les luttes sociales se mènent dans les nations, ce qui n'exclut pas la solidarité entre toutes les victimes des ultra-libéraux.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. l'entretien qu'il a accordé à *Royaliste*, n° 680, ainsi que ma « Note sur l'Europe » (14 F franco).